

Communiqué

Le 20/06/2014

Point sur la situation de Global Investment Services

Nomination d'un administrateur provisoire

L'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (Banque de France) a désigné, en date du 2 juin 2014, Madame Claude Dupuy en qualité d'administrateur provisoire de Global Investment Services jusqu'au 31 décembre 2014.

Après différents échanges entre l'ACPR et la société durant ces derniers mois, il a été jugé que la situation de trésorerie devenait particulièrement tendue dans un contexte de dégradation de l'activité liée notamment au contexte de marchés posant la question de la pérennité d'exploitation de la Société. Dans ce cadre, il a été estimé que les dirigeants n'étaient plus en mesure d'assurer une gestion dans des conditions normales. Cette décision fait suite à la procédure d'alerte initiée en date du 20 janvier 2014 par le collège de Commissaires aux comptes.

Report de l'assemblée générale d'approbation des comptes 2013

À ce jour, les solutions proposées par le conseil d'administration lors de l'Assemblée générale ordinaire du 23 mai 2014, pour assurer le refinancement du Groupe et ainsi résoudre les impasses de trésorerie, sont en cours de finalisation ou d'exécution par Global Investment Services.

Rappel des mesures proposées par le Conseil d'administration :

- la cession par la Société d'un (1) million d'actions de la société Aeolian Investment Fund SA représentant un montant total de 850 000 euros à un pool d'investisseurs proche du Groupe GIS *(réalisée)* ;
- le refinancement bancaire d'un actif immobilier de la société Deauville Diamond Properties pour lequel deux établissements de crédit ont été sollicités aux fins notamment de substituer le compte courant de la Société d'un montant de 3,9 millions d'euros au profit d'un autre moyen de financement *(en cours)*;
- la cession de la totalité des actions de la société Deauville Diamond Properties détenues par la Société dans le cadre d'une offre formulée par un fonds d'investissement sur la base d'une valorisation nette globale de l'entreprise comprise entre quinze et vingt-deux millions d'euros *(le conseil d'administration du 15/05/2014 a décidé de ne pas retenir l'offre formulée par Guibor qui s'est avérée inférieure à la lettre d'intention. Toutefois, un processus de cession du principal actif immobilier de Deauville Diamond Properties est en cours)* ;
- la cession de tout ou partie de la participation de la Société dans le fonds Aeolian Investment Fund SA *(277.099 titres supplémentaires ont d'ores et déjà cédés, d'autres cessions sont en cours)* ;
- la Société détenant 30,06% du capital de la société Aeolian Investment Fund SA, en application des dispositions de l'article 39 de la loi grecque codifiée 2190/1920 « concernant les sociétés anonyme », se réserve le droit de convoquer une assemblée générale des actionnaires du fonds Aeolian Investment Fund SA appelée à se prononcer sur la réduction du capital social par voie de distribution aux actionnaires d'une partie de l'actif en numéraire *(non activée)*.

Les délais de réalisation étant inégaux selon les opérations menées, Global Investment Services a sollicité le 16 juin 2014 auprès du Tribunal de commerce un report au 30 septembre 2014 de l'Assemblée générale amenée à approuver les comptes annuels relatifs à l'exercice 2013.

Point sur l'activité de l'exercice 2013

Dans un souci de transparence vis à vis de ses actionnaires et des marchés financiers, Global Investment Services a souhaité communiquer non seulement sur les principaux agrégats relatifs à l'activité et la rentabilité de la Société, mais aussi sur sa situation de capitaux propres provisoire au 31 décembre 2013. S'agissant des informations financières communiquées ci-après, il est à noter qu'elles :

- reposent sur un principe de continuité d'exploitation de la Société,
- sont provisoires, les comptes annuels n'ayant pas pu être arrêtés par le conseil d'administration, les données présentées pourraient faire l'objet d'ajustements supplémentaires,
- n'ont pas fait l'objet d'un audit de la part du collège des Commissaires aux comptes.

Les commissions (produits) consolidées du Groupe Global Investment Services au titre de l'exercice 2013 s'élèvent à 18,3 millions d'euros contre 28,4 millions d'euros sur l'exercice précédent, soit un recul de l'activité de - 35,6%.

Alors que le premier semestre de l'exercice affichait une bonne résistance de ses activités opérationnelles avec un recul limité de ses commissions (produits) de - 9% par rapport au premier semestre 2012, l'activité du second semestre a été fortement impactée par le contexte macroéconomique et financier européen incertain.

Compte tenu de la sous-performance affichée, le second semestre a ainsi principalement été consacré à la poursuite de la réorganisation opérationnelle et financière pour faire face à la baisse d'activité constatée.

Focus sur les activités d'intermédiation financière

Les conditions de marché continuent d'être difficiles dans le domaine de l'intermédiation financière sur les marchés financiers et tout particulièrement sur le segment actions et dérivés. Le niveau d'activité demeure globalement instable, reflétant ainsi une faible volatilité. Si l'activité ne s'est pas totalement détériorée sur les marchés actions, de nouveaux facteurs exogènes ont participé à retarder le potentiel retour d'une confiance durable associée à une augmentation des volumes de transactions. Les effets notamment liés aux problèmes chypriotes ainsi que le gel des actifs ont eu des effets négatifs substantiels sur un probable retour des investisseurs dans la zone euro et ce malgré l'arbitrage opéré au détriment des marchés émergents. De surcroît, le retour à une politique moins accommodante de la Fed (Federal Reserve System - banque centrale des États-Unis) au cours du mois de mai 2013 a provoqué une paralysie sur les marchés actions jusqu'à la fin de l'année.

Dans ce contexte, les capitaux traités du pôle « Cash Equities » sont en baisse de 22% à 10,2 milliards d'euros contre 12,9 milliards au cours de l'exercice 2012. Aussi, les commissions (produits) du segment Cash Equities (RTO et membre) ressortent en recul à 5,3 millions d'euros contre 6,8 millions d'euros sur l'exercice 2012. Compte tenu des profondes modifications du mix activité opérées au cours du second semestre de l'exercice, les revenus du segment RTO s'établissent à 3,7 millions d'euros en repli limité de 9%. En effet, ce dernier segment a bénéficié de l'arrêt progressif de l'activité « membre » qui ressort à 1,5 millions d'euros en retrait de 43% par rapport à l'exercice 2012. L'arbitrage stratégique au profit de l'activité RTO a d'ores et déjà permis un accroissement du niveau de marge directe de ce pôle d'expertise.

S'agissant de l'activité intermédiation sur dérivés, les commissions (produits) de ce pôle s'établissent sur l'ensemble de l'exercice 2013 à 1,8 millions d'euros contre 2,2 millions d'euros sur l'exercice précédent. Elles ont été réalisées dans un environnement particulièrement difficile pour les produits de volatilité. En effet, alors que l'exercice 2012 avait connu de forts mouvements de marché induits par le risque d'implosion de la zone Euro (crise des pays périphériques), au cours de l'année 2013, la perception de ce risque par les acteurs du Marché a évolué favorablement : la volatilité des actions et indices Européens a, de fait, fortement été diminuée et les volumes échangés sur les produits dérivés également.

D'après les statistiques officielles de l'Eurex, plate-forme sur laquelle la majorité des opérations sur produits dérivés se dénoue, le volume échangé sur les indices sur actions est en baisse de 16.8% (Dax -18%, Eurostoxx -19.8%). En marge de cet effet volume, nous continuons à observer une forte pression des banques sur les commissions : elles sont revues à la baisse régulièrement. Cependant, la diversification de l'offre commerciale vers des produits de niche et son élargissement vers des produits moins sensibles au niveau de la volatilité, comme les produits liés aux dividendes, a permis d'amortir l'impact de la baisse des volumes sur les revenus.

Les revenus de l'activité « Credit Solutions » sur l'exercice 2013 baissent de 67% à 3,2 millions d'euros par rapport à une base élevée en 2012 (9,7 millions d'euros) qui avait bénéficié des effets positifs des opérations de « deleveraging » réalisées principalement au cours du second semestre de l'exercice 2012. D'une manière générale, l'activité secondaire sur les marchés de taux et de crédit a été faible compte tenu du niveau bas des taux.

L'activité de désintermédiation du secteur public qui a démarré en mars 2013, pour devenir opérationnelle en juillet 2013, a participé en l'espace de six mois à huit appels d'offres (département Seine et Marne, département du Bas-Rhin, département de l'Eure, Ville de Rennes, Région PACA) et remporté quatre opérations.

Le segment des « Commodities » a poursuivi l'augmentation de son volume d'activité sur l'ensemble de ses lignes de produits : électricité, gaz, carbone et certificats verts en enregistrant une croissance de +43% de ses commissions (produits) en 2013 à 0,96 millions d'euros. La stratégie de foisonnement sur les différents produits a permis en 2013, d'une part, de développer de nouveaux volumes d'affaires avec la signature de nouveaux clients et, d'autre part, de mutualiser sur les différentes synergies mises en place les mois passés. Malgré l'orientation positive de ce segment, le volume d'affaires ne permet toujours pas d'absorber les coûts d'exploitation de ce pôle. Ainsi, des mesures correctives sont en cours afin résoudre cette problématique opérationnelle.

Enfin, s'agissant du département « Corporate Finance », les commissions enregistrées sur l'exercice 2013 sont en baisse de 17% à 1,2 millions d'euros contre 1,4 millions d'euros sur l'exercice précédent avec quatorze opérations réalisées.

Focus sur les activités de gestion d'actifs

Au 31 décembre 2013, le segment d'activité de gestion d'actifs totalise 279 millions d'encours gérés en croissance de +14 % par rapport au 31 décembre 2012 (hors contribution de la société GFS déconsolidée au cours de l'exercice 2013). La filiale grecque dédiée à la gestion d'actifs participe à l'augmentation des encours collectés sur la période.

Les revenus générés de l'activité de gestion privée et collective basée en France (Global Investment Managers) s'établissent à 0,9 millions d'euros contre 1,3 millions d'euros en 2012. Le recul de l'activité provient essentiellement de la sous-performance de la gestion collective qui a connu un mouvement de décollecte significatif au cours de l'exercice. Par ailleurs, les nouveaux relais de croissance portés par le développement de la gestion alternative n'ont pas pour l'instant eu les effets escomptés.

L'activité de gestion d'actifs en Grèce (Eurocorp) a quant à elle montré un fort dynamisme commercial et a bénéficié notamment de la réorganisation bancaire opérée ces deux dernières années. En effet, avec plus de 50 millions d'encours collectés sur l'exercice associés au rebond des marchés financiers grecs, les commissions (produits) ont connu une augmentation de 21% à 3,4 millions d'euros par rapport à 2,8 millions d'euros sur l'exercice précédent. La bonne orientation de l'activité affiche le succès de la transformation du modèle économique de la filiale en tant que « pure player » dans la gestion d'actifs.

Focus sur l'activité exploitation immobilière

Le Chiffre d'Affaires de l'exercice 2013 ressort à 1,43 millions d'euros stable par rapport à celui de l'exercice précédent.

L'exercice 2013 a été marqué par l'augmentation sensible du nombre de chambres occupées des établissements directement exploités par Deauville Diamond Properties (l'Hôtel 81, Villa Olliffe, Villa Karena et l'appartement de la Villa Gardenia). En effet, sur l'ensemble des établissements exploités directement, 3.992 chambres ont été occupées en progression de +42%. Ainsi, le taux d'occupation moyen annuel ressort en forte augmentation sur la période à 39,4% contre 25,95% sur l'exercice 2012. Cette performance découle des actions commerciales menées tout au long de l'exercice émanant de la nouvelle stratégie commerciale multicanale et de la politique engagée d'optimisation tarifaire en adéquation avec l'offre du marché hôtelier Deauvillais.

D'une manière générale, l'exercice 2013 a démontré l'inadéquation des tarifs pratiqués dans le passé avec la demande sur la zone Deauvillaise sur le segment de marché des établissements de Deauville Diamond Properties. La baisse des tarifs des appartements de la Villa Olliffe a été une première étape menée avec succès dans la stratégie d'optimisation des prix. Il ressort également que la stratégie commerciale relative à l'appartement de la Villa Gardenia a connu des difficultés en raison du différentiel de « standing » avec l'offre de Pierre & Vacances de la Villa Gardenia.

L'adaptation des métiers du Groupe à leur environnement économique et réglementaire

Les mesures opérationnelles mises en place dès le second semestre 2013 concernent particulièrement l'évolution du modèle économique de l'activité d'intermédiation sur les marchés d'actions (*Cash Equities*). Compte tenu de la baisse substantielle des volumes de transactions associée à un pourcentage de commissionnement historiquement bas, la direction générale a décidé de revoir le positionnement de la société relatif à ses « memberships » sur les principaux marchés sur lesquels elle opérait. Ainsi, le pôle « Cash Equities » propose désormais à l'ensemble de sa clientèle un service de réception et transmission d'ordres qui lui a d'ores et déjà permis :

- de réduire les frais liés au statut de membre de marché, mais aussi d'obtenir des conditions de transactions optimales à travers ses partenaires bancaires,
- d'optimiser la gestion de trésorerie au travers d'une modification du système des dépôts de garantie nécessaires à l'exercice de son activité.
- d'adapter de manière continue les frais de marché aux transactions réalisées (charges variables vs charges fixes auparavant),

Cette évolution a conduit le Groupe à mener des restructurations au sein de ses services de *front office*, de *middle-office* et de *back-office*. L'exercice 2014 devrait bénéficier pleinement de ces restructurations.

Éléments de rentabilité et de capitaux propres

À ce stade, le résultat net (part du groupe) provisoire au titre de l'exercice 2013 ressort à (33,6) millions d'euros principalement impacté, outre les pertes d'exploitation, par 1/ la variation de juste valeur d'un actif immobilier pour un montant de (14,9) millions d'euros, 2/ des dépréciations des écarts d'acquisitions pour un montant de (16,9) millions d'euros.

Les capitaux propres consolidés provisoires ressortent à 22,2 millions d'euros contre 54,0 millions d'euros sur l'exercice précédent.

La situation de trésorerie et d'endettement de Global Investment Services, qui a justifié la nomination de l'administrateur provisoire, est en cours d'analyse et donnera lieu à une communication ultérieure

Dans ce contexte, Global Investment Services informera régulièrement le public de l'évolution des événements actuels. Le Groupe rappelle à ses contreparties que son activité se poursuit.

À propos de Global Investment Services

Global Investment Services, est une compagnie financière indépendante et internationale, assujettie à la supervision de l'Autorité de Contrôle Prudenciel et de Résolution (Banque de France). Le Groupe est positionné sur les métiers suivants :

- Intermédiation financière : actions, dérivés actions et indices, obligations, *credit solutions*, énergie et carbone,
- Corporate finance à destination de sociétés de croissance,
- Gestion collective, Gestion conseillée et privée.

Global Investment Services est cotée sur le Marché Alternext de NYSE Euronext Paris.

Code ISIN FR0004060234 – Code Mmemo : ALGIS

www.globalinse.com

Contacts Global Investment Services

Frédéric Gameiro da Conceicao

Responsable des relations investisseurs

Tél : + 33 1 444 333 49 – Mobile : + 33 6 30 49 74 49 – fgameiro@globalinse.com